

APPEL DU P.S.U.

- **Forger une opposition socialiste**
- **Pour un changement de politique**

*Cet appel a été adressé par le Bureau national du PSU aux organisations suivantes :
PCF, SFIO, CGT, CFTG, FEN, CGT-FO, CNJA, SNI, SNES., SNET, SGEN, SNE
supérieur, UNEF, Ligue des Droits de l'Homme.*

LES grèves qui viennent de se dérouler, les réactions de plus en plus vives contre la vie chère, le gonflement des dépenses militaires et l'insuffisance des services d'enseignement manifestent clairement une opposition croissante au régime, opposition qui comprend désormais l'ensemble des organisations ouvrières, une large partie du syndicalisme paysan, des mouvements de jeunesse et du monde universitaire.

Nous arrivons cependant au moment où il n'est plus possible de livrer seulement des batailles défensives échelonnées, et où il faut ouvrir la perspective d'un véritable changement de politique. Faute de quoi, le régime jouera à nouveau des éléments d'incertitude et de scepticisme dont il a, jusqu'à présent, bénéficié. Les succès que l'opposition pourra remporter sur tel ou tel point seront sans cesse remis en cause, sans que la résistance puisse aboutir à une contre-attaque générale.

*

FORME par des socialistes qui ont dit « non » au général de Gaulle dès le mois de mai 1958, le P.S.U. a posé clairement en 1961, lors de son congrès de Clichy, les termes de l'alternative devant laquelle nous nous trouvons placés : ou le pays continuera à être dominé, avec ou sans de Gaulle, par un système de type plébiscitaire et technocratique, ou il s'engagera dans la voie

d'un renouvellement démocratique qui, selon nous, ne peut avoir qu'un contenu socialiste. La restauration d'un régime comparable à celui de la IV^e République serait éphémère car il engendrerait les mêmes impuissances et aboutirait au même résultat.

Pour préparer le nécessaire changement politique, le P.S.U. a préconisé la constitution d'un Front qui réunirait non seulement les partis qui se réclament du socialisme, mais toutes les organisations syndicales et tous les mouvements qui ont intérêt à la transformation des structures sociales existantes. A la différence des coalitions du passé où l'on ne s'entendait généralement que sur un catalogue plus ou moins disparate de mesures à court terme, le Front Socialiste aura pour tâche d'établir un programme cohérent apportant une réponse aux principales questions qui vont se trouver posées en France et en Europe dans les années à venir. Ce programme et la définition des moyens propres à le réaliser **seront eux-mêmes à la base d'un véritable pacte conclu entre les différentes organisations du Front.**

*

LE P.S.U. n'ignore pas l'importance des obstacles qui doivent être surmontés avant qu'un accord général puisse voir le jour.

Il faudra certainement du temps pour que

APPEL DU P.S.U.

l'ensemble des forces populaires admette l'idée qu'un Front, constitué sur des objectifs ambitieux mais réalistes, est capable de mobiliser infiniment plus d'énergies qu'un rassemblement traditionnel où le souci de l'élargissement entraîne généralement la confusion et l'impuissance.

Il faudra également du temps pour que les syndicats et les partis trouvent les voies d'une collaboration permanente et efficace qui tienne compte de leurs tâches spécifiques.

Il faudra enfin du temps pour qu'une commune notion de l'exercice de la démocratie soit admise en fait et non seulement en paroles par toutes les organisations appelées à former le Front.

Et cependant, dès maintenant, des progrès décisifs peuvent être accomplis dans la voie de la définition de certains objectifs à long et à moyen terme destinés eux-mêmes à commander un ensemble d'actions communes immédiates.

Au lieu d'attendre que de Gaulle établisse son V^e Plan économique et social par lequel son régime vise à intégrer une partie de la gauche, qu'il présente ses projets sur la réforme du Conseil économique et sur la réforme administrative, le mouvement ouvrier et les groupements démocratiques qui lui sont proches doivent soumettre au pays des objectifs qui, compte tenu du développement des forces productives et dans l'intérêt des travailleurs, pourraient être atteints dans les quatre ou cinq ans à venir, à la condition que soient renversés les obstacles qui naissent de la domination capitaliste et de la politique du gaullisme.

S'il est encore difficile d'aboutir à un accord général sur un programme de transition vers la démocratie socialiste, il nous paraît, en revanche, dès maintenant possible d'établir en commun un véritable contre-plan qui viserait à la fois une amélioration radicale des conditions de vie, la réalisation d'un vaste effort culturel et technique et la démocratisation des organismes qui commandent la vie nationale.

Le contre-plan qui fournirait ainsi la base de la partie économique du programme de transition devrait contenir trois éléments

essentiels:

— d'abord, l'énumération des grands objectifs susceptibles d'être atteints dans les quatre ou cinq ans à venir :

effort considérable en faveur des catégories sociales disposant de revenus modestes (bas salaires, retraites des vieux, allocations d'économiquement faibles, etc.), cinq cent mille logements par an, doublement des moyens d'accueil de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur, pré-salaire étudiant, grands investissements en faveur de la recherche scientifique et des industries d'avant-garde, démocratisation des organismes de gestion et de contrôle, décentralisation économique régionale assurée par des plans et des budgets d'investissements régionaux, réorganisation de l'agriculture en vue d'assurer aux petits et moyens exploitants un niveau de vie égal à celui des producteurs urbains ;

— ensuite, l'indication des obstacles que le capitalisme et son expression politique actuelle mettent à leur réalisation (répartition des profits, spéculation foncière, priorité militaire, force de frappe, liaison entre le pouvoir et les grandes affaires, nature technocratique des organismes économiques de l'Etat, etc.) ;

— enfin, la précision des moyens qu'il faudrait utiliser pour surmonter ces obstacles (planification démocratique, nationalisation des pôles de domination, contrôle des revenus, municipalisation des terrains à bâtir, réforme de l'enseignement, réforme de la distribution, agriculture de groupe, représentation des différentes catégories sociales aux organismes économiques en fonction de leur importance économique, etc.).

*

C E contre-plan pourrait constituer le cadre d'une première série d'actions ouvertes dans la perspective du pouvoir et de ses responsabilités. Son articulation permettrait, en effet, de mener et de coordonner des campagnes de plus ou moins grande ampleur, tout en faisant peu à peu

APPEL DU P.S.U.

mûrir dans la conscience des masses populaires l'idée qu'une transformation profonde de la société est devenue nécessaire.

Nous nous proposons donc d'ouvrir, dès les prochaines semaines, une discussion à ce sujet. Cette discussion concerne toutes les organisations populaires de ce pays. Il

importe peu, dans les conditions présentes, qu'elle revête d'abord l'aspect d'une série de contacts multilatéraux. Ce qui compte, c'est le résultat, c'est-à-dire la définition d'objectifs acceptés par tous et capables de donner **une nouvelle vigueur à la lutte démocratique et socialiste.**

TRIBUNE SOCIALISTE N° 172

7 décembre 1963